



# PRÉFET DE L'AUBE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

## Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

TROYES, le 13/12/2022

Nos réf. : SAU/FB/MT n° 22-497

Vos réf. :

Affaire suivie par : Fabrice BOBLIQUE

[emilie.chamoin@developpement-durable.gouv.fr](mailto:emilie.chamoin@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 03 51 37 61 77

Courriel : [ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

### RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application de l'article L.514-5 du code de  
l'environnement, une copie de ce rapport est  
adressée  
simultanément à l'exploitant

**Objet** : Société SAIPOL à LE MERIOT

porter à connaissance pour le stockage et utilisation d'un produit classé 4511

porter à connaissance pour l'installation d'un atelier de séchage de la lécithine

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courriers, la société SAIPOL a transmis à Monsieur le préfet des porter-à-connaissance pour son site, les Essarts 10400 LE MERIOT sur les projets suivants :

1/ installation d'un atelier de séchage de la lécithine déposé le 19 octobre 2020

2/ stockage et utilisation d'un produit classé 4511 – Chimec 6830 déposé le 22 juillet 2021

Par ailleurs, l'instruction a démontré la nécessité de mettre à jour les rubriques de classement du site notamment sur le stockage d'hexane.

3/ mise à jour de la suppression d'une chaudière de 2,3 MW

L'instruction des dossiers relatifs à la modification des conditions d'exploiter suite à l'évolution de la réglementation démontre que les projets présentés par la société SAIPOL ne sont pas substantiels au sens de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose donc la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié. Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé et figure en pièce jointe au présent rapport. Ce projet d'arrêté préfectoral a déjà fait l'objet d'échanges avec l'exploitant.

Néanmoins, conformément aux dispositions des articles R.512-46-17 et R. 512-46-22 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté préfectoral doit recueillir l'avis du CODERST.

Rédigé par l'inspecteur de  
l'environnement

Fabrice BOBLIQUE

Vérifié par le Chef du Pôle  
Risques chroniques

Mohamed KHEDJOUT

Approuvé par le chef de  
Service Prévention des  
Risques Anthropiques

  
Pascal LAJUGIE

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377

10025

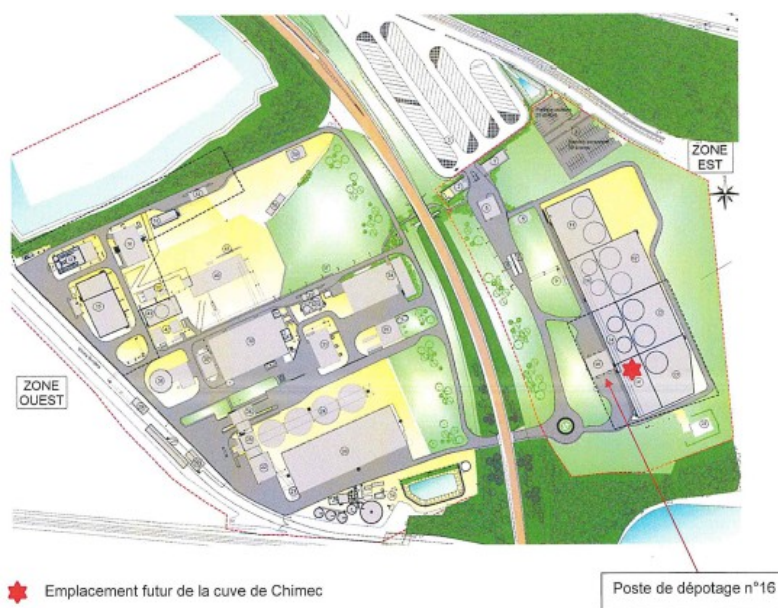
TROYES cedex

## **I - CONTEXTE ET PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE**

La société SAIPOL est une entreprise dont les principales activités sur le site du Mériot sont :

- trituration de graines d'oléagineux,
- extraction par solvants d'huiles végétales,
- semi-raffinage d'huiles végétales,
- production d'ester méthylique d'huile végétales

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation 09-0731 du 12 mars 2009 modifié, le plan schématisé des installations est présenté ci-dessous :



En réponse au courrier de la DREAL de demande de compléments du 22 février 2021 portant sur l'installation de séchage de la lécithine déposé le 19 octobre 2020 d'une part et en réponse au courriel de la DREAL de demande de compléments du 14 mars 2022, portant sur le stockage et utilisation d'un produit classé 4511 – Chimec 6830 déposé le 22 juillet 2021, la société SAIPOL a répondu par courrier reçu par la DREAL le 11 juillet 2022 comprenant la mise à jour des porter-à-connaissance et de l'étude de danger intégrant les deux porter-à-connaissance.

Il s'avère que l'instruction des dossiers aboutit à une mise à jour nécessaire des rubriques de classement au titre des installations classées.

**L'objet du présent rapport est de présenter les analyses et avis de l'inspection des installations classées vis-à-vis de ces demandes et de prendre les mesures adéquates par arrêté préfectoral complémentaire.**

### **I – Installations classées et régime de classement**

Le site est classé SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4722-1 en application de l'article R.511-10 du code de l'environnement par dépassement direct du seuil de 500 tonnes.

### **II – Installation d'un atelier de séchage de la lécithine**

#### **2.1 contexte**

Les huiles obtenues au niveau de l'atelier d'extraction par solvant nécessitent un lavage à l'eau qui consiste en une injection d'eau suivie d'une étape de centrifugation permettant d'extraire la lécithine de ce mélange. L'eau injectée permet de faire gonfler les lécithines et ainsi de faciliter leur élimination lors de l'étape de centrifugation de l'huile.

En sortie de l'étape de centrifugation, il est obtenu d'une part de l'huile brute purifiée (dite huile brute dégommée) en phase légère et des gommages humides de lécithine en phase lourde. Actuellement, ces gommages humides de lécithine sont réintégrés dans le tourteau via la désolvantiseur toaster. Ce sous-produit est donc valorisé en tant que tourteaux. A terme, la lécithine entrera dans la composition de certains produits alimentaires, avec notamment le rôle d'agent texturant.

## **2.2. projet**

Ce projet consiste en la mise en place d'une installation située au centre de l'usine SAIPOL, au sein du raffinage existant en remplacement d'équipements obsolètes non utilisés dans le procédé actuel.

### **Le projet implique :**

un sécheur (température de 100°C et pression de 6 bars maximum),  
une tour de refroidissement de 639 kW située à l'extérieur de l'atelier de séchage,  
3 réservoirs de stockage,  
des tuyauteries et équipements associés,  
une cuve de rétention dédiée  
une zone de chargement/déchargement camion existante.

Avant entrée dans le sécheur, les gommages humides à 45 % sont portées à 90°C sous une pression de 3 bars.

Le sécheur à double paroi raclée a pour objectif de porter le taux d'humidité des gommages en sortie de la centrifugeuse à 1 %. La pression dans le corps cylindrique du sécheur est de 6 bars.

Le sécheur est maintenu sous vide par un système d'éjecteur vapeur via un séparateur et un condenseur.

Les gommages sont ensuite refroidies pour passer d'une température de 100°C à environ 60°C.

La lécithine de colza (composée de 40 à 50 % d'huile) est ensuite transférée dans 3 bacs de stockage double enveloppe et calorifugés sur rétention et maintenus à une température de 60°C. Chacun de ces bacs sera équipé d'une pompe et d'un débitmètre. La double enveloppe sera parcourue par de l'eau chaude à 80°C assurant le maintien en température du produit indispensable à son pompage.

La lécithine est ensuite dirigée à une température de 60 °C vers les trois stockages inclinés et calorifugés de 60 m<sup>3</sup> chacun.

La lécithine est ensuite pompée vers des camions citerne.

La vapeur est produite à partir de chaudières existantes.

Aucune activité de trituration, décorticage, broyage, concassage, etc ne sera réalisée sur l'atelier.

Aucun produit classé n'est stocké sur place dans des quantités susceptibles de modifier le classement des rubriques du site.

### 2.3 classification ICPE

Le projet de la société SAIPOL (installation de séchage de lécithine) entraînera les modifications suivantes des activités classées du site :

Rubrique	Désignation	Situation actuelle	Situation future
3642.2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :  1. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 660 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	<b>A</b>  Production d'huile alimentaire et de tourteaux à partir de graines oléagineuses : 3300 tonnes par jour dont 1450 t d'huile végétale/j et 1650 t de tourteaux/j	<b>A</b>  Production d'huile alimentaire de tourteaux et de lécithine à partir de graines oléagineuses : 3300 tonnes par jour dont 1450 t d'huile végétale/j, 18 t/j de lécithine et 1650 t de tourteaux/
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de):  a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW  b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	<b>E</b>  <b>La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure</b> d'une puissance totale de 17 365 kW	<b>E</b>  <b>La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure</b> d'une puissance totale de 18 003 kW Ajout de 638 kW

### 2.4 Etude des dangers

A la demande de la DREAL, la société SAIPOL a réalisé un complément à son étude de danger de 2018 qu'elle a transmis en juin 2022. Ce complément porte sur la mise en œuvre du sécheur de lécithine et des équipements annexes. Sont analysés les risques liés au séchage, au stockage, au transfert et au chargement de la lécithine.

La Fiche de sécurité de la lécithine fait apparaître que ce produit n'est pas inflammable et stable dans les conditions normales d'utilisation, de stockage et de transport. Ce produit n'est pas considéré comme toxique pour les organismes aquatiques et n'a pas d'effet néfaste à long terme dans l'environnement. Des fumées en cas d'incendie peuvent néanmoins être toxiques.

L'analyse des risques de l'exploitant fait apparaître que l'atelier de préparation où se situe le sécheur de lécithine est appréhendée et les mesures de prévention sont apportées. La lécithine est manipulée à une température inférieure à son point éclair, le bâtiment est sur sol étanche et les bacs de stockage sont sur rétention. Enfin les postes de déchargement sont distinctes des autres produits (acides et soude) et en cas de déversement les liquides sont gérés de manière à ne pas être déversés dans le milieu naturel.

### 2.5 Impacts

Les impacts environnementaux sont faibles pour la consommation d'eau, les rejets aqueux (seront traités sur la station dépuración interne au site avant rejet dans la Seine comme actuellement), les émissions atmosphériques (nature et quantité), les zones naturelles, le patrimoine culturel et historique local, les nuisances visuelles et sonores ainsi que le trafic de véhicules.

Le programme de suivi des tours de refroidissement (TAR) du site intégrera cette nouvelle tour pour la légionelle.

Les eaux de TAR sont traitées avant rejet dans le milieu récepteur, le suivi sera intégré à celui déjà réalisé pour les eaux de TAR existantes.

Aucun des scénarios étudiés ne génère d'effets potentiels vers l'extérieur du site.

### **III– Stockage et utilisation d'un produit classé 4511 – Chimec 6830**

Le projet de dépotage, de stockage de Chimec 6830 est lié au développement d'un nouveau produit l'OLEO 100. Il s'agit d'un carburant destiné à être utilisé par les flottes de véhicules captifs type camion ou bus.

#### **3.1. projet**

Ce projet consiste à mettre en œuvre une cuve de Chimec 6830 qui sera injecté dans l'ester produit afin de maîtriser la température de limite de filtrabilité.

Cette cuve aérienne est installée à proximité des cuves enterrées d'hexane.

#### **Le projet implique :**

Une cuve simple paroi acier de 15 m<sup>3</sup>

Une quantité de Chimec de 13,8 tonnes (densité du CHIMEC 6830 920 kg/m<sup>3</sup>)

Une rétention en inox dédiée à la cuve elle-même placée dans une cuve existante en béton

Le lieu de chargement sera sur sol étanche

#### **3.2 classification ICPE**

Le projet de la société SAIPOL (installation de séchage de lécithine) entraînera les modifications suivantes des activités classées du site :

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Situation actuelle</b>	<b>Situation future</b>
<b>4511</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 200 t...A Quantité seuil bas au sens de l'article R 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R 511-10 : 500 t	A 195 t d'hexane soumis à déclaration avec contrôle	A 237,60 t d'hexane 13,80 t de Chimec 6830 soit 251,40 t <b>Soumis à SEVESO Seuil bas</b>

#### **3.3 Etude des dangers**

L'étude des dangers de 2018 a été complétée par les éléments d'analyse sur l'a mise en œuvre de la citerne de Chimec 6830 et des équipements annexes.

Aucun des scénarios étudiés ne génère d'effets potentiels vers l'extérieur du site.

#### **Les éléments de sécurité mis en œuvre :**

Un évent de respiration à l'atmosphère

Une sonde de niveau haut asservie à la fermeture vanne pour maîtriser les risques de débordement

Une vanne de remplissage /dépotage qui empêche l'ouverture via un interlock si le niveau de la cuve n'est pas inférieur à 30 % évitant ainsi l'arrêt du dépotage avec un camion en pression quand le niveau haut est atteint

un clapet antiretour

un capteur de pression au refoulement de la pompe de chargement

les écoulements accidentels seront collectés vers un bassin de confinement

### **Pour les risques d'inflammation, les éléments mis en œuvre :**

une cuve calorifugée et toit limitant l'élévation de température dû aux facteurs externes  
une sonde de température avec alarme sur seuil de 50 °C  
des événements de respiration à l'atmosphère de la cuve  
la mise à la terre de la cuve et de la citerne.

Le chargement/déchargement est limité à un seul camion lors de ces opérations et pour une durée limitée à une (1) heure maximum.

Les dispositions de sécurité déjà existantes sur le site et réglementées sont maintenues

Le complément d'étude de danger analyse les risques liés au stockage et au dépotage du Chimec 6830 ainsi qu'à son injection.

La Fiche de sécurité du Chimec 6830 fait apparaître que ce produit est classé toxique pour les organismes aquatiques et peut présenter des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique et les vapeurs peuvent causer des irritations. Par ailleurs, le point éclair de 62 °C (inférieur à 93 °C) le classe en liquide inflammable.

### **3.4 Impacts**

Le nombre de dépotages annuel du CHIMEC 6830 est limité au maximum pour limiter les émissions de Composés Organiques Volatils (COV) lors de cette manipulation.

### **3.5 Seuil rubrique 4511**

L'arrêté préfectoral d'autorisation 09-0731 du 12 mars 2009 modifié précise une quantité de 195 tonnes d'hexane. Une réévaluation de la quantité d'hexane est nécessaire en considérant que l'hexane en mélange avec du miscella (dont le mélange varie de 10 à 25 %) est considéré comme de l'hexane pur, cette hypothèse est reprise dans l'étude de danger. Au vu de ces éléments, il est considéré que les "mélanges" sont assimilable à de l'hexane dans le cadre du classement ICPE et que la quantité d'hexane à prendre en compte est de 237,60 tonnes.

La quantité d'hexane à considérer passe donc de 195 tonnes à 237,60 tonnes par le jeu des calculs de la quantité d'hexane (360 m<sup>3</sup> avec une densité de 660 kg/m<sup>3</sup>) à laquelle il faut intégrer les 13,80 tonnes de Chimec 6830, soit un total de 251,40 tonnes supérieure au seuil de 200 tonnes. Cette quantité induit que la rubrique 4511 est sous le régime de l'Autorisation Seuil bas 4511-1. Il ne s'agit pas de risque supplémentaire.

L'étude de dangers (EDD) de 2018 utilise le volume de 360 m<sup>3</sup> dans les hypothèses de dangers et les moyens de protection et de lutte contre les dangers mis en œuvre. Le complément apporté à l'EDD en juin 2022 prend en compte le Chimec 6830.

## **IV - ÉTUDE DE LA DEMANDE PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'objet du chapitre V est de statuer sur le caractère substantiel ou non des modifications liées à la réalisation des projets, afin de proposer une suite adaptée.

### **III-1. Cas par cas relatif au projet**

L'exploitant n'a pas déposé de demande de cas par cas. L'instruction de l'Inspection des installations classées aboutit à une non-soumission à évaluation environnementale.

### **III-2. Analyse du dossier**

Pour déterminer si les aménagements projetés constituent une modification substantielle des conditions d'exploitation ou non, il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :

*« II. [...] Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.*

*S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22. »*

Il s'agit d'étudier si la modification projetée des installations est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. La société SAIPOL a fourni l'analyse des risques afférents au projet. L'analyse du dossier par l'inspection des classées présente que les risques sont bien appréhendés par l'exploitant et que les dispositions de prévention sont bien dimensionnées. Toutefois il est rappelé que le risque principal pour une activité de stockage de matières inflammables est le risque incendie d'une part et que l'activité de séchage. La mise à jour de l'Etude de Dangers prend en compte les moyens de défense incendie existants.

Les projets n'induisent pas d'impact significatif sur l'environnement (consommation d'eau, rejets aqueux et émissions atmosphériques).

## **V – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'inspection des installations classées note que l'exploitant a convenablement étudié les différents impacts liés la mise en œuvre, l'exploitation du sécheur et de la citerne de Chimec 6830.

L'exploitant a indiqué que la chaudière Haute pression de 2,3 MW n'était plus utilisée et qu'il convient de mettre à jour le plan des réseaux de collecte des effluents atmosphériques et les références à cette chaudière dans les articles de l'AP n°09-0731 du 12 mars 2009.

Au regard du R181-46-3, les risques augmentés sont identifiés dans le complément d'étude de danger fourni.

Le Plan d'Opération Interne devra être mis jour.

Aucun des impacts recensés n'a été identifié comme étant de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement. Par conséquent, les modifications envisagées par la société SAIPOL ne sont pas substantielles au regard de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.

Il convient par conséquent d'encadrer les modifications projetées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, visant à tenir compte des modifications des installations :

- mettre à jour les articles 3.2.2, 3.2.4, 3.2.5, 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009
- articles 1, de l'arrêté préfectoral complémentaire n° BENV2017136-004 du 16 mai 2017
- mettre à jour la liste des installations présentes sur le site
- intégrer dans un nouvel article les prescriptions spécifiques au Chimec 6830
- intégrer dans un nouvel article les prescriptions spécifiques au sécheur de lécithine

Le tonnage d'hexane et de Chimec 6830 implique un classement Seveso bas pour cette seule quantité supérieure à 200 tonnes et sera utilisée dans l'Arrêté préfectoral complémentaire (APC) proposé.

## **VI – Conclusion**

Au vu des éléments présentés par l'exploitant et de l'analyse qui en est faite.

Au vu que les dangers et inconvénients identifiés dans le projet ne changent pas de manière significative à l'échelle du périmètre couvert par l'autorisation environnementale. Il ne convient donc pas de considérer la modification comme substantielle.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à ces demandes de modification. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport ainsi qu'un courrier à la signature de Madame la préfète de l'Aube.

Néanmoins, conformément aux dispositions des articles R.512-46-17 et R. 512-46-22 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté préfectoral doit recueillir l'avis du CODERST.

\* \* \*